



La 3^{ème} Marche Mondiale des Femmes se termine au CONGO

Après les Marches de 2000 et 2005, la Marche Mondiale des Femmes (MMF) s'est remise en route pour la troisième fois, du 8 mars 2010 au 17 octobre 2010 partout dans le monde. L'étape mondial de clôture se tiendra dans la ville de Bukavu, au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC), pour marquer notre solidarité envers les victimes des terribles violences sexuelles dans cette région, en même temps que dénoncer la guerre et toutes les formes de violences qui en découlent.

Entre le 11 et le 16 octobre 2010 la ville de Bukavu va accueillir 1000 femmes venant de la région des Grands Lacs et plus de 1500 personnes pour la grande marche pour la paix qui aura lieu le 17 octobre 2010, journée de clôture de la troisième marche mondiale des femmes. 8 déléguées françaises s'y rendront.

Pourquoi choisir la RDC comme étape finale ?

D'abord, à cause de l'abominable tragédie qui s'est déroulée, dès octobre 1996, dans l'Est du Congo. Elle a des racines au Rwanda, elle est la conséquence directe du génocide et de l'exode vers le Congo de plus d'un million et demi de réfugiés hutus.

L'exploitation des ressources naturelles a également joué un grand rôle dans les racines de ce conflit armé. Le Kivu possède des ressources importantes de forte valeur. Le coltan (utilisé pour les téléphones portables), les diamants, l'or et de nombreux autres minéraux faciles à extraire même à mains nues.

Ceux qui contrôlent ces richesses s'assurent que toute personne qui essaie de quitter furtivement le domaine avec en poche quelques grammes d'or, de diamant ou autre, sera abattue sur-le-champ. Les femmes travaillant aux champs sont violées, les récoltes pillées, les huttes brûlées, les enfants enlevés.

Le récent rapport de l'ONU, révèle ces crimes très graves. Durant la période 2001-2003, bien qu'au Sud-Kivu plusieurs groupes s'affrontent, tous ont en commun le recours aux violences sexuelles. Cette violence a lieu à la faveur d'un climat d'impunité et d'insécurité généralisé.

Entre 1998 et 2003, plus de 1660 cas de viols, tous groupes armés confondus, ont été recensés dans trois secteurs du territoire de Fizi. Sur ces 1660 viols, 89 ont été commis sur des hommes.. Ces chiffres sous-estiment naturellement l'ampleur du phénomène car les statistiques sont impossibles. Entre 2000 et 2003, 2 500 cas de violences sexuelles ont été documentés par des ONG locales pour la seule chefferie de Bakasi du territoire de Shabunda.

En août 2010, nous avons appris par la presse française qu'à Walikale, dans l'est du Congo, plus de 300 femmes et filles ont été violées en quelques jours.

Le manque de justice pour ces crimes a été un échec majeur des gouvernements de la région des Grands Lacs et de la communauté internationale. Les crimes impunis encouragent la continuité de la violence. La création de mécanismes de justice pour commencer à exiger des comptes aux auteurs de ces crimes est essentielle pour mettre fin à ce cycle de violence.

En RDC, le Collectif PAIX et DÉMILITARISATION, qui participe à notre accueil, coordonne les analyses et les interventions des femmes en matière de paix et démilitarisation et cherche à assurer la participation des femmes dans les processus de paix au niveau local et sur la scène internationale. Il rassemble des femmes de quatre groupes : PRO-FEMMES du Rwanda, CAFOB du Burundi, CAFED Nord Kivu et COFAS Sud Kivu de la République démocratique du Congo.

Les femmes congolaises constatent avec amertume :

- Que les femmes et les enfants sont particulièrement affectés par ces conflits, entraînant des conséquences graves, les tueries, les violences sexuelles surtout le viol utilisé comme arme de guerre, toutes autres formes de violences, les enlèvements, le trafic sexuel, les déplacements massifs et forcés de la population civile, l'accroissement de la pauvreté, la propagation du VIH/ SIDA ;
- Que la cause profonde de la violence envers les femmes est le système patriarcal fermement enraciné, dans lequel les femmes sont marginalisées et leurs besoins et droits niés en raison de leur genre ;
- la non-application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- Que les casques bleus présents dans la sous-région n'améliorent pas la situation, contrairement aux mandats qui leur sont assignés, certains commettent aussi des actes de violences sexuelles, ce qui aggrave le conflit ;
- Que le système international de gestion des conflits tel que les mécanismes de l'ONU ne sont pas efficaces ;
- Que la fabrication, la vente et la circulation incontrôlées des armes contribuent à la persistance de l'insécurité et la déstabilisation de la sous-région et aussi du monde entier ;
- Que la culture de l'impunité a élu domicile dans la sous-région et dans le monde entier ;
- Que la guerre est le résultat d'un système d'injustice, d'un système patriarcal et libéral de domination dans la répartition et l'accès aux richesses du monde ;
- Que les groupes rebelles et les différentes forces négatives avec leurs idéologies «génocidaires» continuent d'opérer dans la région des Grands Lacs Africains ;
- Que les puissances politiques et économiques entretiennent cette situation afin d'assouvir leurs intérêts économiques égoïstes.

Le viol systématique et massif des femmes dans tous les conflits armés est une arme de guerre. Sans aucune capacité de pratiquer l'IVG, les femmes violées sont isolées, marginalisées socialement, rejetées de leur famille, abandonnées, bannies de leur village ou de leur communauté, avec les « enfants de l'ennemi » dans leur ventre.

Résistance des femmes du monde entier.

Nous, femmes de la Marche Mondiale des Femmes, voulons combattre les violences envers les femmes, en comprendre les causes et leur manifestation, rendre visibles toutes les formes de résistance des femmes, notamment collectives, face aux violences sexistes. Nous exigeons des législations appropriées, ainsi qu'une éducation non sexiste et laïque afin de ne pas reproduire des comportements machistes et sexistes imprégnés dans les mentalités.

C'est pourquoi, dans un élan international de solidarité féministe, des femmes du monde entier ont décidé de se réunir à Bukavu au Sud Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC) pour combattre les horreurs que subissent les femmes et les soutenir dans leur lutte contre cette violence.

Le corps des femmes n'est pas un champ de guerre, il n'est pas non plus un butin que peuvent s'approprier les hommes.

« Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous marcherons »

Coordination française de la Marche Mondiale des Femmes.
Octobre 2010